

Général Didier Tauzin

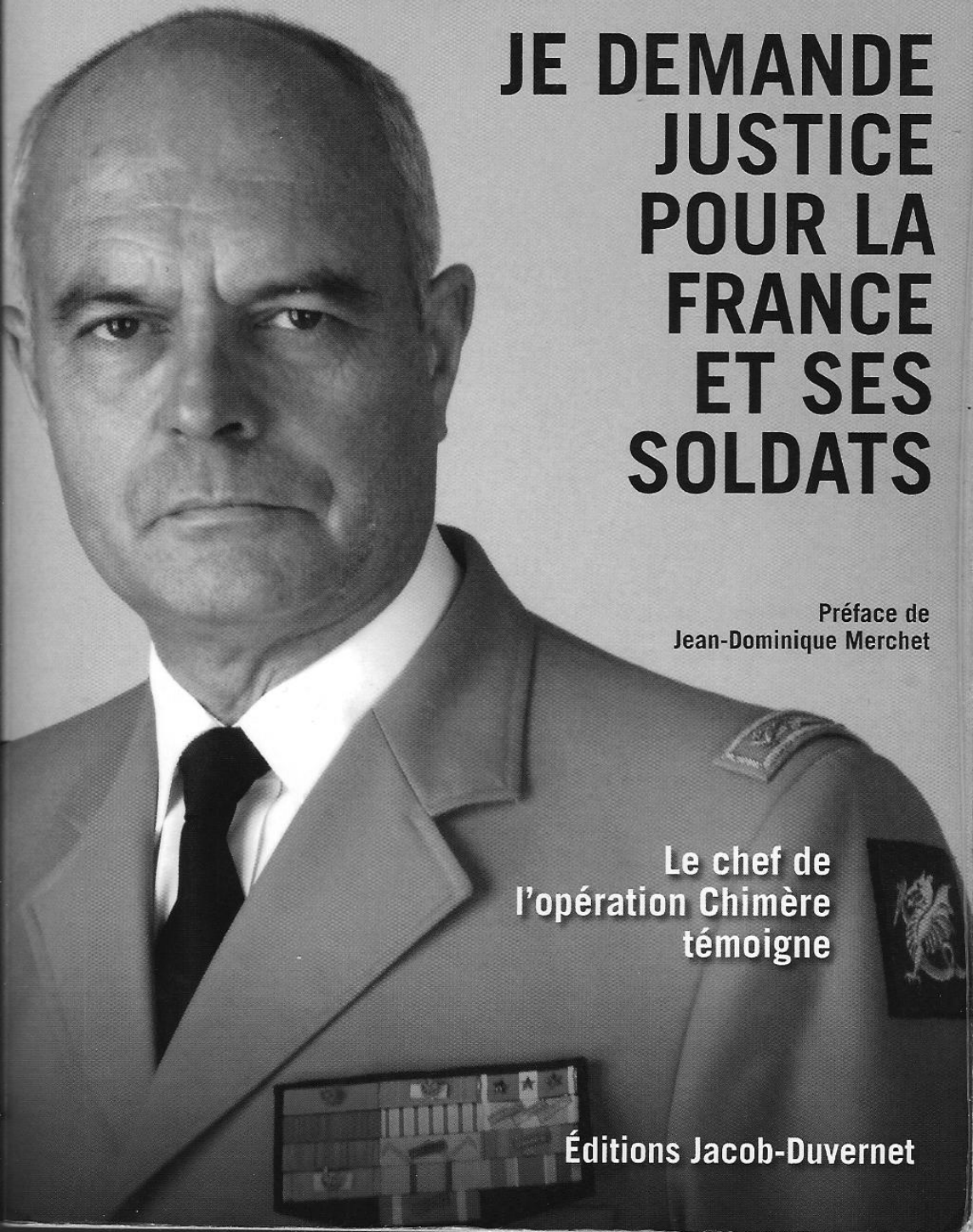
RWANDA

**JE DEMANDE
JUSTICE
POUR LA
FRANCE
ET SES
SOLDATS**

Préface de
Jean-Dominique Merchet

Le chef de
l'opération Chimère
témoigne

Éditions Jacob-Duvernet



UN DÉPART EN OPEX TOUT À FAIT BANAL... POUR UNE MISSION QUI NE L'EST PAS !

Le 20 février 1993 matin, ayant réussi à prévoir une courte semaine de permission, je pars avec ma famille chez mes parents. Nous arrivons un peu avant midi. Je n'ai pas encore ouvert la porte de la voiture que mon père avance et me dit : « on a eu un appel téléphonique de ton régiment. Il faut que tu rentres tout de suite pour un départ en opération ! » En fait, Sanino, commandant en second du régiment, avait bien essayé de me faire prévenir par la gendarmerie, mais en vain. À cette époque, les téléphones portables n'existaient pas encore.

Je déjeune donc rapidement... et reprends la route de Bayonne, où j'arrive vers 18 heures.

À la Citadelle, c'est l'effervescence des départs en OPEX ! Le lieutenant-colonel Chéreau, officier chargé de l'instruction, de la formation opérationnelle des hommes et de la préparation directe des départs en OPEX, a déjà beaucoup fait, mais ne sait pas encore où nous allons, pour quelle mission et avec quel type de détachement. Bien sûr, nous pensons qu'il s'agit du Rwanda, mais il y a tant d'imprévus dans notre métier qu'on ne peut jurer de rien.

Vers 19 heures, je reçois dans mon bureau un appel téléphonique – sur téléphone protégé bien sûr – du colonel Michaud, chef du COA (Centre opérationnel des armées), que j'avais connu au 1^{er} RPIMa dans les années 1975 à 1980. Il connaît le régiment de l'intérieur et connaît donc ses capacités, ses hommes, sa culture issue des parachutistes SAS (*Special Air Service*) britanniques de la Seconde Guerre mondiale. Il me connaît aussi. Nous nous comprenons facilement.

Il s'assure d'abord que je connais la situation au Rwanda... et en France, où nous sommes entre les deux tours des élections législatives et où nous n'avons plus de ministre de la

Défense, le titulaire ayant rejoint le Conseil d'État sans être remplacé avant la formation du nouveau gouvernement.

Il me donne l'ordre le plus merveilleux que j'ai reçu de ma carrière militaire, un ordre oral (je ne recevrai d'ordre écrit que sur place, un ordre qui ne contredira pas la teneur de celui que le colonel Michaud me donne à Bayonne) : « faire pour le mieux dans la situation du moment » ! Départ le lendemain matin... très tôt comme il se doit !

Ce sont ses propres mots ! Ils laissent une très large marge de manœuvre, ce qui pour moi est parfait car je ne supporte pas les ordres trop précis, étroits, rédigés par ceux qui, ne connaissant pas la situation réelle sur place car ils ne sont pas sur le terrain et ne peuvent pas y être, ne connaissant pas non plus les vraies capacités des hommes du 1^{er} RPIMa, donnent des ordres qui, par leur précision ou leur manque d'ampleur, brident l'initiative et surtout la réflexion.

Une conversation s'ensuit, aux termes de laquelle le colonel Michaud me dit que, si cela est encore possible, il faut « reprendre en mains l'armée rwandaise en déroute » pour, au moins, sauver Kigali, arrêter le FPR, et permettre la relance du processus diplomatique, au mieux renvoyer le FPR d'où il vient, l'Ouganda.

Cet ordre est assorti d'un impératif très strict : assurer la stricte confidentialité de l'opération. Le chef du COA me dit à peu près textuellement : « nous sommes 5 dans la confiance : le chef de l'État, son chef d'état-major particulier, le chef d'état-major des armées (CEMA), moi... et toi ! Hormis ton officier « opérations » et ton chef « rens », personne ne doit rien savoir avant de monter dans l'avion. La presse ne doit rien savoir, avant, pendant et après ! »

Il est évident que cette confidentialité visait d'abord à ne pas annoncer au FPR par voie de presse notre arrivée sur le terrain ! Il est tout aussi évident qu'elle visait à préserver la nécessaire

leur connaisseur de la situation et des hommes du moment ; il sait que le chef de secteur est un officier de très faible valeur professionnelle et opérationnelle, mais j'ai totale confiance en Joubert, qui a déjà fait et qui fera encore des merveilles.

Ma priorité est bien sûr d'arrêter la progression du FPR dans le secteur de Rulindo. Je sais que ce ne sera pas chose facile, mais je sais que nous y parviendrons, car dès le 23 déjà, il est manifeste que notre arrivée, notre sereine détermination et les décisions prises et tenues ont commencé à relever considérablement le moral des FAR, en particulier de leurs principaux chefs, en tête desquels Nsabimana, Bizimungu, Kabiligi et deux ou trois chefs de bataillons sur lesquels nous comptons fermement. Cette réaction est très prometteuse pour une armée en déconfiture, et je compte bien profiter au mieux de ce sursaut.

Je sais que les FAR tiendront à Ruhengeri et à Byumba, et je considère comme acquis que, grâce à Joubert et son équipe, nous réussirons à arrêter le FPR dans le secteur de Rulindo, et ainsi à l'empêcher d'entrer dans Kigali et de provoquer la fuite des expatriés. Je décide donc de préparer de suite une contre-offensive importante, pour essayer de renvoyer le FPR en Ouganda, comme me l'avait suggéré le chef du COA avant mon départ de Bayonne.

Le 25 matin, soit deux jours après la prise de fonction de Chéreau à l'état-major, Nsabimana diffuse un ordre d'opérations cohérent et pugnace, le premier sans doute depuis longtemps. Cet ordre a bien sûr été préparé par Chéreau selon les décisions que j'ai arrêtées avec lui.

Cet ordre marque bien évidemment ma volonté de faire l'effort immédiat dans le secteur de Rulindo pour y arrêter la progression du FPR. Mais il décide aussi et surtout de préparer une contre-offensive de grande envergure. Sans le dire ni l'écrire

bien sûr, j'ai déjà décidé que cette offensive serait déclenchée à partir du secteur de Byumba, en direction d'une position clé et dominante, le Kissaro, au nord-ouest de la poche, afin de couper l'axe d'attaque du FPR et de le prendre à revers.

Dès le 26, et malgré une grande pénurie de moyens de transport, un dispositif défensif cohérent est installé sur l'ensemble du front, notamment au nord de la capitale où, en un temps record, Joubert a obtenu le retour des fuyards et le colmatage de toutes les brèches par lesquelles le FPR continuait sa progression.

Dès le 26 aussi, les messages captés sur les réseaux du FPR font apparaître dans ses rangs une inquiétude causée par la nouvelle et soudaine pugnacité des FAR, et surtout par la précision fortement accrue des tirs d'artillerie. Ruzibiza écrira plus tard « (dès que les Français sont intervenus) les armes lourdes... nous ont sérieusement désorganisés car... les Français ne rataient jamais leur cible. Quand ils l'avaient déterminée, ils la détruisaient complètement et nous enregistrons énormément de pertes.¹⁹ »

Un peu plus loin, Ruzibiza écrit « De fait, l'APR (Armée patriotique rwandaise) n'avait plus les moyens de ravir et de garder un seul kilomètre carré de terrain aux dépens des FAR. Nous ne pouvions plus progresser. »

Il est vrai que, pendant quelques jours, nous lui avons mené la vie dure, au FPR ! À coups de contre-offensives locales, de concentrations de tirs d'artillerie sur des unités entières en mouvement, grâce aussi à une meilleure organisation du terrain en défensive, nous avons brisé son élan vers Kigali. De fait, nous avons estimé les pertes du FPR à environ 800 tués et donc, selon les proportions habituelles à ce genre de conflit, environ 2 500 blessés, soit près de 15% des effectifs qu'il avait engagés, ce qui est considérable en 8 jours de combat.

Je tiens ici à préciser un point. Il a été écrit et dit que mon détachement avait directement participé aux combats. C'est faux.

Il est évident que, dans les circonstances que j'ai décrites – combat défensif, tranchées FPR parfois terriblement proches, nombreux tirs d'artillerie, infiltrations, etc. – nous avons quotidiennement couru des risques très importants. Nous avons presque tous été pris au moins une fois sous le feu, et chacun de ces incidents a bien sûr provoqué des tirs de riposte de notre part. Mais nous n'avons jamais fait usage de nos armes autrement que pour nous défendre, en riposte à des attaques du FPR et nous n'avons eu qu'un seul blessé, encore très léger car il n'a pas cessé ses activités pour autant. Nous sommes restés dans notre rôle de conseillers.

Que l'on y songe un peu. Nous étions moins de 70 paras français, dont un colonel et quatre lieutenants-colonels, tous âgés de plus de 40 ans ; la moyenne d'âge du détachement était supérieure à 30 ans. Si ma mission avait supposé un engagement direct, j'aurais quitté Bayonne avec un détachement beaucoup plus jeune, beaucoup plus nombreux et moins richement encadré. Surtout, le CEMA (chef d'état-major des armées) aurait très certainement fait appel à d'autres unités, dont le seul métier est l'engagement direct, unités qui seraient intervenues avec des effectifs très nettement supérieurs.

De plus, je suppose que, si le président de la République et le CEMA ont décidé d'envoyer le 1^{er} RPIMa, c'était précisément parce qu'ils ne voulaient pas d'un engagement direct de forces françaises. Un tel engagement aurait, certes, réglé le problème militaire par une défaite assurée du FPR. J'imagine aisément qu'il était fort tentant d'y recourir, mais cela n'aurait pas été cohérent avec le contexte politique et avec la stratégie française au Rwanda, stratégie dont la ligne de force était la volonté de provoquer une « réconciliation

nationale » des hutus et des tutsis en conduisant le président Habyarimana à démocratiser son régime, dans la logique du discours prononcé par le président Mitterrand à La Baule en juin 1990, à l'occasion de la seizième conférence des chefs d'État de France et d'Afrique. De plus, le coût humain et financier d'une telle opération directe aurait été infiniment supérieur à celui de notre intervention. Enfin – et sans aucun doute : surtout – il était impossible qu'une telle intervention passe inaperçue ! Le tollé médiatique et politique national et mondial aurait très probablement mis la France dans une situation très délicate.

PARIS CHANGE DE POLITIQUE... LE DESTIN DU RWANDA BASCULE !

Le 28 février, le FPR est donc arrêté, Kigali sauvé. Retourner la situation désastreuse dans laquelle se trouvait le pays à notre arrivée ne nous a pas pris une semaine.

Le gouvernement rwandais se détend et les expatriés, rassurés, décident de rester.

Je peux donc envisager sérieusement la contre-offensive en direction du Kissaro. Je fonde de grands espoirs sur cette opération, et j'y ai « mis le paquet ».

Le 27, une réserve stratégique de 3 000 hommes (ce qui est considérable eu égard à la désorganisation des FAR, à leurs effectifs, aux moyens de transport et au fait que l'ordre n'a été donné que le 25 matin) est constituée et momentanément positionnée près de Kigali.

Le 28, Nsabimana signe l'ordre d'opération « Miyove », ordre qui n'est diffusé qu'en très peu d'exemplaires, de la main à la main. Kabiligi, commandant de secteur de Byumba, reçoit l'ordre d'attaquer le 2 mars au lever du jour et reçoit pour cela le renfort de la réserve stratégique. Étant donné l'importance

De ce mois de mars 1993 date un changement important dans mon engagement de soldat : comme mon père après l'Indochine, je me méfierai désormais toujours des engagements français en politique extérieure, que le gouvernement soit « de droite » ou « de gauche ». Je précise bien que ce n'est pas des hommes ou femmes qui sont en charge du gouvernement de la France et en particulier de sa politique extérieure dont je me méfie, mais bien de leurs engagements, qui sont rarement inscrits dans la longue durée politique. Ce que je mets en cause c'est la succession trop rapide de responsables politiques aux sensibilités diverses, c'est l'absence de continuité aux plus hauts niveaux de l'État, ceux auxquels se décident les grandes orientations et donc l'engagement du soldat en opération. Trop souvent des décisions d'une grande importance sont prises, non pas avec légèreté, mais avec le prisme d'une idéologie « de droite » ou « de gauche » et dans la perspective des prochaines échéances électorales. La stabilité des fonctionnaires experts de chaque ministère, en particulier du ministère des Affaires étrangères, atténue certes cette réalité, sans toutefois la gommer.

Dans ces circonstances, même des hommes et femmes d'exception – et il y en a ! – sont incapables de concevoir et initier une politique de long terme, la seule qui devrait recevoir ce beau nom de « politique » : ils n'en ont pas le temps et leurs successeurs prendront probablement leur contre-pied. Pour la France, le long terme politique aujourd'hui n'existe plus, et c'est dans ces circonstances que l'on engage le soldat en opération, que l'on risque aussi son honneur et celui de la France !

Bien évidemment, je ne conteste pas que, dans l'organisation actuelle de notre pouvoir politique, il était parfaitement légitime, pour la nouvelle équipe au pouvoir depuis les élections législatives de février 1993, de définir de nouvelles priorités pour la politique extérieure de la France. Il était de plus parfaitement normal

que l'implication de la France au Rwanda soit appréciée diversement par les uns et les autres, et que cela fasse débat. Ce que je regrette profondément, comme soldat et plus encore comme citoyen, c'est justement l'organisation actuelle de notre pouvoir politique en matière de politique extérieure et la place, exagérée, qui est donnée au débat. J'appelle de mes vœux une pratique autre, qui placerait la politique extérieure de la France totalement et définitivement en dehors des luttes partisans et à l'abri des turbulences électorales. Cela lui donnerait plus de cohérence, permettrait de l'inscrire dans le très long terme, celui des Nations, lui conférerait plus de fécondité et améliorerait l'image de la France dans le monde. De plus, on gâcherait moins de sang français dans des opérations dont, souvent, on se demande après coup pourquoi elles ont été déclenchées. J'ai participé à plusieurs de ces opérations, et j'en conçois quelque amertume.

Pour le cas du Rwanda qui nous intéresse ici, fallait-il que le changement de cap soit si brutal ? Était-il nécessaire d'abandonner ainsi en quelques semaines des gens que nous avons soutenus pendant quatre ans, et qui avaient totale confiance en la France ? Ne fallait-il pas au contraire, dès lors que l'action avait été engagée, la poursuivre jusqu'à son terme et que chacun garde pour d'autres temps ses opinions sur le sujet ?

Contrairement à ce que penseront certains, ces réflexions ne sont pas « hors sujet ». Le général Bachelet explique à merveille que le soldat, comme le gendarme et le policier, prend deux risques majeurs lorsqu'il s'engage dans le métier des armes : le risque de tuer et celui de se faire tuer. J'ajoute que, lorsqu'il est chef au combat, l'officier prend un troisième risque majeur : celui d'envoyer l'un de ses hommes se faire tuer, car, *in fine*, le métier d'officier c'est de dire à un garçon de vingt ans : « tu vas là-bas pour telle mission. Je sais que tu risques de te faire tuer, mais tu y vas tout de même car je te l'ordonne, et je te l'ordonne parce que c'est nécessaire à la mission que toi

évolution dramatique qui ferait bien le jeu de Kagamé, si l'on se place d'un point de vue strictement stratégique et militaire bien sûr, en faisant abstraction des « bons sentiments » qui, à ce que l'on dit depuis longtemps, « ne font pas de bonne politique » et qui, de toute façon, ne semblent pas « étouffer » Kagamé ! D'ailleurs, conformément à la stratégie de type maoïste qu'il a adoptée depuis le début de cette guerre de conquête, le FPR continue de terroriser la population. De nombreuses mines explosent jusque dans le sud du pays, des gens sont assassinés, etc.

L'étincelle que je crains sera en fait un puissant coup de tonnerre. Le 6 avril 1994 en soirée, alors que tous les ténors de la presse internationale et tous les responsables politiques occidentaux ont les yeux tournés vers l'Afrique du Sud où se déroulent les premières élections multiraciales et où l'on craint une guerre civile, l'avion transportant le président Habyarimana et son homologue burundais, le général Déogratias Nsabimana, chef d'état-major des FAR, et d'autres hauts responsables rwandais, est abattu en approche de Kigali par deux missiles sol-air de fabrication soviétique.

Informé par le sous-officier secrétaire de l'attaché de défense à Kigali, j'apprends la mort du président Habyarimana quelques minutes seulement après l'Élysée et l'amiral Lanxade, chef d'état-major des armées.

Je mets immédiatement le régiment en alerte sans même en avoir reçu l'ordre, persuadé que celui-ci ne tardera pas à arriver. D'accord avec mes grands subordonnés, je sais en effet que la pire est à craindre pour le Rwanda, et que l'on va sans aucun doute assister très vite à une nouvelle offensive du FPR sur fond de violences ethniques extrêmes. Du fait du rapatriement complet des troupes françaises au mois de décembre précédent,

de la décapitation de l'État rwandais et des FAR par l'attentat, de l'inefficacité totale de la MINUAR (Mission des Nations unies au Rwanda) et du parti-pris pro-tutsis de son chef, il est évident pour nous que Paul Kagamé va, sans grande difficulté cette fois, parvenir à ses fins. Et nous estimons que le président Mitterrand ne peut pas accepter une telle perspective.

Nous préparons donc le maximum d'hommes (ce qui, pour le 1^{er} RPIMa, ne fait jamais de gros effectifs en comparaison de ce que d'autres unités, comme le 8^e RPIMa, peuvent mettre sur pied) pour une opération très dure avec probable parachutage sur Kigali, en compagnie, nous le pensons sérieusement, d'au moins un autre régiment parachutiste car il y a des unités FPR dans Kigali même...

Selon nous, cet autre régiment recevra la mission de protéger les ressortissants étrangers au Rwanda, éventuellement de les évacuer, de tenir l'aéroport, sécuriser Kigali. Il devra aussi préparer l'arrivée des effectifs français nécessaires pour faire cesser le plus vite possible les massacres qui ne manqueront pas de se propager très rapidement, et pour empêcher les unités FPR de Kigali de réagir.

Quant à nous, une fois de plus mais dans des conditions nettement plus difficiles que l'année précédente, nous devons reprendre le contrôle de la situation. Presque instinctivement se déroulent dans mon esprit les composantes de l'opération que je suis persuadé d'avoir à commander dans moins de 24 heures : prendre le contrôle de l'état-major des FAR à Kigali et celui des unités rwandaises, en commençant par celles qui, au nord de la capitale, vont recevoir le choc du FPR ; faire une « tournée des popotes » pour regonfler le moral des FAR qui doivent être totalement désemparées ; constituer très rapidement une réserve stratégique pour déclencher au plus tôt une contre-offensive visant au moins à arrêter le FPR, etc. Mais sans doute cette fois-ci devrai-je, non pas accoler une hiérarchie

Rwanda : Je demande justice pour la France et ses soldats !

française parallèle à celle des FAR, mais prendre directement le commandement de cette armée !

L'ordre de départ n'arrivera jamais...

J'attends cependant près d'une semaine pour lever l'alerte, à la demande du lieutenant-colonel Hervé Charpentier, successeur de Chéreau au poste de chef du « bureau opérations » du régiment.

Et, par la télévision, les radios et les journaux de la presse écrite, nous assistons à la descente aux enfers du pays que, pendant quatre ans, nous avons empêché de sombrer.

Pourquoi cet ordre n'est-il jamais venu ? Je ne le saurai sans doute jamais, car cela restera un secret des responsables de l'époque.

Mais il était militairement et politiquement évident que notre intervention immédiate était absolument nécessaire, si nous voulions faire cesser les massacres avant qu'ils ne prennent une dimension apocalyptique, et pour faire cesser les combats, qui ne pouvaient qu'attiser les massacres.

Y aurait-il eu désaccord entre le président Mitterrand, favorable à l'intervention, et Édouard Balladur, qui, depuis qu'il était Premier ministre, avait montré à plusieurs reprises sa volonté de désengager l'armée française du Rwanda ? Je ne sais pas.

Quoi qu'il en soit, la France a manqué ce 7 avril 1994 la deuxième occasion qui s'est offerte à elle d'empêcher le génocide. La première occasion manquée avait été la contre-offensive sur le Kissaro (opération Miyové) que j'ai longuement évoquée dans le chapitre intitulé « L'opération Birunga, improprement dite "opération Chimère" », contre-offensive que j'ai annulée à contre-cœur, début mars 1993, parce que « Paris se demandait si elle était bien opportune » ; il est

vrai cependant qu'en mars 1993 la survenance de massacres à grande échelle n'était qu'une hypothèse dont la probabilité d'occurrence était faible... si le FPR avait respecté les accords d'Arusha ! Ce 7 avril 1994, ces massacres à grande échelle ne sont plus une probabilité : ils ont commencé !

Que cet ordre d'intervention n'ait jamais été donné reste pour moi une blessure très vive à l'âme.

Depuis le 7 avril 1994, il a été officiellement impossible de dire qui est le vrai responsable de cet attentat. Toutes les thèses ont été avancées, même les plus farfelues. J'ai même lu – une seule fois il est vrai – que ce coup avait été fait par le 1^{er} RPIMa ! Il a aussi été dit que Barril était responsable de cet attentat. Je n'en crois rien car Barril était alors, selon mes informations, employé par le président Habyarimana qui lui aurait demandé de lui fournir des armes malgré l'embargo international qui pesait alors sur le Rwanda. Après l'attentat, Barril aurait aussi été chargé par la veuve du président d'enquêter sur les responsables du dit attentat.

Quant à moi, je n'ai bien sûr pas toutes les informations nécessaires pour dégager cette responsabilité avec certitude.

Je note cependant que Ruzibiza, qui révélait dans son livre²² que l'attentat a été voulu, organisé et perpétré par le FPR, et qui s'était rétracté en 2008, a finalement, quelques jours avant de mourir, confirmé ses écrits aux juges français Trévidic et Poux qui ont repris l'enquête du juge Bruguière.

Je veux simplement dire ici mon intime conviction de la responsabilité directe du FPR. Cette conviction est fondée sur le scénario des événements qui conduiront à la victoire finale du FPR.

En ce 6 avril 1994, le FPR compte environ 12 000 hommes au nord de la ligne de cessez-le feu, et une remarquable « tête

de pont » de près de 2 000 hommes en territoire soumis aux autorités de Kigali.

Parmi ces 2 000 hommes, 600 sont présents à Kigali même à titre officiel, en vertu des accords d'Arusha signés en août 1993 ; dans Kigali, c'est-à-dire au cœur de la capitale tant convoitée par Kagamé ! Quand on sait que les pourparlers qui ont conduit à ces accords étaient placés sous les auspices de la France, on se demande comment Paris a pu accepter la constitution de cette tête de pont !

Les 1 400 autres ont été infiltrés, dont la majorité à Kigali, sans être inquiétés ni par les FAR qui sont comme tétanisées par le retour officiel des tutsis au titre des accords d'Arusha, ni par la MINUAR commandée par Roméo Dallaire, général canadien qui, par ordre, choix personnel ou incompétence je ne sais, a toujours fait le jeu des tutsis.

Au nord de Kigali, le FPR déclenche son offensive quelques heures à peine après l'attentat contre l'avion présidentiel ; cette offensive est conjuguée à la reprise des hostilités dans Kigali le 7 avril à 16 heures 30, sur l'initiative des unités FPR qui y sont officiellement présentes.

Il est évident pour tout officier que Paul Kagamé n'a pu déclencher cette offensive généralisée que parce qu'il l'avait préparée de longue date. Il n'est pas besoin en effet d'être grand stratège pour comprendre qu'il est strictement impossible de mettre en mouvement une armée de 12 000 hommes, d'une manière coordonnée et avec le ravitaillement nécessaire en armes et munitions sans une préparation de plusieurs semaines, voire de plusieurs mois.

Dans ce scénario, l'attentat contre l'avion présidentiel était certes l'événement déclencheur et le premier acte de l'offensive finale du FPR dans sa conquête du Rwanda, mais il n'était bien sûr pas qu'un simple signal de déclenchement des opérations. Il a aussi permis de semer une confusion totale au moment le

plus opportun en décapitant l'État et les FAR. La disparition d'une grande partie du gouvernement et de l'état-major polonais dans un accident d'avion, en avril 2010, a montré dans quelle situation peut se trouver un pays après une telle décapitation. Et la Pologne était en paix et en phase de développement économique... Que l'on imagine cette situation pour le Rwanda en 1994, pays très pauvre et en guerre, pays où il existait peu de personnes capables de reprendre presque instantanément les rênes du pouvoir ! L'appareil de l'État s'est donc écroulé et le gouvernement intérimaire, bricolé dans la hâte et sans prise sur le pays, n'a évidemment pas pu redresser la situation, d'autant moins que la France, alliée depuis 20 ans, refusait de s'engager dans ces moments, les plus difficiles.

Cependant, l'objectif principal poursuivi par l'attentat était médiatique.

C'est en fait une véritable tempête médiatique que provoquera la chute de l'avion présidentiel.

encore et toujours des mots, de ces mots qui protègent les massacreurs et qui prolongent les souffrances car ils justifient – temporairement ! – l’abstention de ceux qui pourraient faire cesser des situations inhumaines.

Il est totalement certain que, si des soldats français étaient restés au Rwanda, ce génocide n’aurait pas eu lieu. Bien sûr, des massacres se seraient déroulés, sans cependant prendre cette ampleur désastreuse, mais les soldats français n’auraient même pas attendu les ordres pour s’interposer, mettre les massacreurs hors d’état de nuire et protéger tous ceux qui étaient menacés.

Mais nous avons tous plié bagages en décembre 1993, à la demande expresse du FPR qui, si je me souviens bien, en faisait une condition pour apposer sa signature aux accords d’Arusha. Pourquoi, puisqu’il s’agissait d’un processus de paix auquel, officiellement du moins, il adhérerait, pourquoi sinon parce que les troupes françaises étaient le seul obstacle à sa conquête et parce qu’il se désintéressait du sort des tutsis de l’intérieur ?

Quant à nous, à Bayonne, nous étouffions notre colère de voir ainsi s’écrouler un pays que nous avons soutenu à bout de bras pendant 4 ans, avec des effectifs et pour un coût financier et médiatique dérisoires.

Nous étouffions notre colère et ressentions très amèrement ces massacres qui auraient pu être évités si... si nous étions restés sur place... si, au début du mois de mars de l’année précédente, nous avions réalisé cette contre-offensive au lieu de cesser les combats en prévision des accords d’Arusha... si l’ordre était venu pour nous de sauter sur Kigali dès le 7 avril matin... si... si...

Bien sûr, la France a déclenché l’opération Amaryllis. Elle était sans aucun doute conforme à la politique adoptée par la France depuis février 1993, car il fallait sortir de ce guêpier les Français et tous les étrangers au Rwanda qui s’y trouvaient, puisqu’on ne voulait plus, comme l’année précédente, arrêter le

FPR, donc arrêter les combats, et ainsi offrir aux expatriés la possibilité de rester au Rwanda. Cependant, il ne faut pas oublier que cette évacuation a eu la même conséquence proprement stratégique que toutes celles qui l'ont précédée dans les années 80 et 90, qui lui succéderont et que celles que nous envisageons encore : on abandonne le terrain et on laisse le champ libre. Au Rwanda, l'opération Amaryllis a laissé le champ libre au FPR et aux tueurs.

Je n'ai pas participé directement à l'opération Amaryllis, mais j'ai envoyé un détachement du régiment qui a été engagé aux côtés du 3^e RPIMa commandé par le colonel Henri Poncet. Je me souviens fort bien de ce que mes paras me racontèrent à leur retour, et de ce que je lisais alors dans les yeux de ces hommes pourtant habitués des coups durs et des spectacles sanglants. Je suis persuadé qu'aucun n'a à ce jour oublié les morts entassés dans les rues, les opérations d'exfiltration sous le feu du FPR ou pendant les combats que se livraient FAR et FPR dans Kigali, l'odeur de mort partout répandue, l'horrible nécessité de ne pas emmener tous ceux qui le voulaient car la capacité d'emport aérien ne le permettait pas...

Beaucoup d'entre eux avaient effectué un ou plusieurs séjours au Rwanda au titre du DAMI. Ils n'en revenaient pas de la situation tragique dans laquelle ils avaient revu ce pays.

Mais eux aussi sont insultés, accusés d'avoir sciemment abandonné tel ou tel parce que tutsi, ou au contraire emmené tel parce que génocidaire ! C'est ahurissant ce que la bêtise et la haine peut faire dire aux professionnels de l'angélisme et du « yakafokon » déconnectés du réel !

LE BAROUD D'HONNEUR DE LA FRANCE AU RWANDA

Puis vint l'opération Turquoise, qui sera la dernière opération à laquelle je participerai à la tête du 1^{er} RPIMa.

- X -

GIKONGORO ET BUTARÉ

Nous ne sommes restés à Nyarushishi qu'une semaine, du 23 au 30 juin exactement. Cette semaine a été très occupée. Outre la protection du camp de réfugiés, nous avons effectué de nombreuses reconnaissances dans toute la zone jusqu'à la frontière burundaise au sud et la forêt de Nyungwé à l'est, établi de nombreux contacts, en particulier avec les autorités locales et les unités des FAR stationnées dans le secteur, pour leur faire bien comprendre que tous les civils tutsis étaient désormais sous notre protection et que nous ne tolérerions aucun dérapage, rassuré les rares tutsis que nous pouvions localiser ; en bref, nous n'étions que 45 mais on nous voyait partout, force tranquille mais suffisamment armée, renseignée et mobile pour être parfaitement dissuasive.

Malgré tout, nous étions si peu nombreux qu'il n'est pas impossible que des interahamwés aient réussi à assassiner quelques réfugiés, en particulier lorsque ceux-ci sortaient glaner du bois pour le feu. Il m'a souvent été demandé par la suite si j'aurais pu arrêter des chefs locaux de milices interahamwé, sortes de « jeunesses de partis » créées quelques années plus tôt par un tutsi et qui étaient accusées d'avoir été le principal responsable des massacres des tutsis. Je continue de répondre que nous n'avions pas reçu cette mission. De plus, à moins de

QUAND ON NE SAIT PLUS POURQUOI ON EST LÀ !

Le 30 juin, Rosier me donne l'ordre d'installer mon détachement à Gikongoro, environ 70 km à l'est de Nyarushishi. La situation se dégrade rapidement autour de Gikongoro. La population est de plus en plus angoissée du fait de l'avancée du FPR, nombreux sont ceux qui déjà fuient vers la zone où nous sommes pour y chercher refuge, et un regain d'exactions est vraiment à craindre. Il s'agit donc pour nous d'apaiser la situation, de fixer autant que possible les populations là où elles sont afin d'éviter un exode massif vers Cyangugu et le Zaïre, exode qui serait incontrôlable du point de vue sécuritaire et ingérable du point de vue humanitaire.

Notre déplacement se passe sans encombre. Le pays est superbe, mais beaucoup de maisons sont incendiées et partout on sent la mort. Je note aussi que nous ne recevons nulle part l'accueil enthousiaste que nous avons reçu le 23 à Cyangugu. Le « téléphone de brousse » a dû bien fonctionner et les gens sont avertis de notre attitude d'impartialité, de notre détermination à protéger tous ceux – hutus comme tutsis – qui seraient menacés. D'ailleurs nous rencontrons peu de monde, ce qui ne manque pas de m'étonner dans ce pays surpeuplé. Nous traversons des villages presque vides d'habitants mais où nous repérons toujours des fosses communes.

Nous arrivons vers quatre heures du matin à Gikongoro. Nous installons un bivouac très sommaire dans un bâtiment vide.

Le matin, nous prenons contact avec le bourgmestre et nous installons dans une école que les événements ont vidée.

Et très vite dans la matinée, nous reprenons notre mission de dissuasion, d'apaisement des esprits, de renseignement et d'aide aux populations. Cela peut paraître routinier, mais nous savons d'expérience que cette routine ne dure jamais.

Le 1^{er} juillet après-midi, sur ordre de Rosier, je pars avec tout mon détachement vers Butaré, environ 30 kilomètres à l'est de Gikongoro, par la route, et j'installe mon PC sur l'aéroport, alors que les commandos de l'Air sont hélicoptérés au nord de la ville afin de la sécuriser.

Je n'ai pas encore de mission, mais je sais que cela ne va pas tarder. Rosier doit arriver dans quelques minutes par Transall.

Un instant je laisse aller mon esprit à imaginer les diverses missions possibles... Prévoir, envisager l'avenir, cela fait partie du métier de chef militaire et m'a permis bien souvent de ne pas être trop surpris par l'évolution d'une situation ou de nouveaux ordres.

Le plus probable me paraît que nous devons exfiltrer des personnes menacées par les massacreurs. Mais un point, qui n'est pas de détail, m'étonne : aucun journaliste ne nous accompagne, ce qui est bien la première fois depuis que nous sommes entrés au Rwanda le 23 juin. Cela m'incite à penser qu'il peut y avoir une autre raison à notre envoi ici, une opération pour laquelle la présence de journalistes serait un fort handicap. Ce peut être une opération nettement plus « chaude » que tout ce que nous avons fait jusqu'à ce jour, dans laquelle les journalistes courraient de gros risques alors que nous aurions bien autre chose à faire que d'assurer leur protection, et de plus une opération pour laquelle il ne faut pas de publicité, au moins au début !

Supposant qu'à Paris les éternelles luttes d'influence n'ont pas cessé, j'imagine un instant l'improbable. Et si nous étions ici, très loin en avant du dispositif de Turquoise, pour foncer vers Kigali par cette route qui y mène tout droit, à moins de 150 kilomètres ?! Foncer vers Kigali, nous emparer de l'aéroport pour préparer l'aérotransport des forces nécessaires à reprendre la ville...

Traverser les lignes FPR qui sont au nord de Butaré ne sera pas trop difficile, car ces unités sont en mouvement, très disper-

sées, sans profondeur et elles seront tellement surprises de nous voir foncer vers elles que leur réaction sera faible. Mais en arrivant à Kigali, nous tomberons probablement sur « du gros », des unités complètes, installées en défensive et s'appuyant les unes les autres, et nous ne bénéficierons plus de l'effet de surprise. Bien sûr nous sommes superbement armés, très mobiles et n'avons pas froid aux yeux... bien sûr nous aurons l'appui de l'aviation... bien sûr aussi, les FAR résistent encore dans Kigali, elles seront informées de notre percée et, retrouvant instantanément espoir en la victoire, elles redoubleront alors de pugnacité... mais... ça risque tout de même d'être dur ! dur ! Cependant, « on sait » à Paris que c'est le type même de mission dont le 1^{er} RPIMa est spécialiste depuis ses origines, quand les paras de la France libre du légendaire SAS (*Special Air Service*) britannique combattaient dans le désert libyen aux côtés de David Stirling, s'infiltraient derrière les lignes allemandes et italiennes sur plusieurs centaines de kilomètres pour détruire avions, PC, moyens de transmissions, pour désorganiser l'ennemi et préparer ainsi l'offensive alliée. Alors, pourquoi cette mission ne serait-elle pas envisagée à Paris ? C'est peu probable, mais qui sait ? Nous avons eu tellement de surprises au 1^{er} RPIMa depuis 1975 !

Mais un Transall se pose qui interrompt mes supputations. À son bord, quelques médecins de l'EMMIR (Élément militaire médical d'intervention rapide) qui est arrivé de France peu auparavant accompagnent Rosier.

Rosier descend, s'approche et me donne rapidement la mission... qui n'est bien sûr pas de foncer sur Kigali !

Ouf ou zut ? Je ne sais plus quelle a été ma réaction... Certainement « zut ! » car si certains hutus se sont transformés en tueurs, tout cet immense gâchis est fondamentalement une responsabilité du FPR et si je suis bien évidemment décidé à obéir strictement jusqu'au bout aux ordres reçus, j'espère vrai-

politique de très longue haleine et totalement respectueuse des réalités du pays.

Et c'est ainsi que, malgré ses intentions si généreuses, la France a été engagée dans une guerre, et quelle guerre !

Certes, il n'y eut fort heureusement que très peu de pertes françaises, dans cette guerre. Mais je rappelle qu'elle s'est soldée, selon des estimations à jamais impossibles à vérifier, par environ 6 000 000 de morts, si l'on considère les « prolongations » au Zaïre dans les années 1995 à 97, et il est probable que ces « prolongations » continuent encore aujourd'hui, sur un mode mineur sans doute, et surtout incognito. Cette guerre est donc l'une des plus meurtrières du XX^e siècle, si l'on met ces pertes humaines en rapport avec les chiffres des populations en cause, soit moins de 20 000 000 de personnes si l'on ajoute les populations de l'est zaïrois à celles du Rwanda.

Avec les meilleures intentions du monde à l'égard de ce pays et de ses populations, la France s'est aussi trouvée engagée dans une guerre d'un autre âge, une guerre du fond des âges, une guerre où, toute structure étatique et administrative s'étant effondrée, l'on tue pour ne pas être tué, où l'on tue l'autre parce qu'il est autre, où les hutus pris de panique tuent les tutsis parce qu'ils savent d'expérience ancestrale que les tutsis seront sans pitié, où les tutsis tuent les hutus pour leur faire bien comprendre qu'eux, tutsis, sont bien « ceux qui sont tombés du ciel », devant qui les hutus doivent s'incliner ou disparaître ! À ma connaissance, il n'y a jamais eu un seul prisonnier dans cette guerre, ni d'un côté ni de l'autre. Quel gouffre entre cette attitude et celle que me suggérerait mon père avant mon entrée à Saint Cyr : « comporte-toi avec ton ennemi vaincu comme avec un frère malheureux » !

Et, malgré l'expérience des horreurs de la seconde guerre mondiale, du Cambodge, de l'ex-Yougoslavie, la France n'a pas